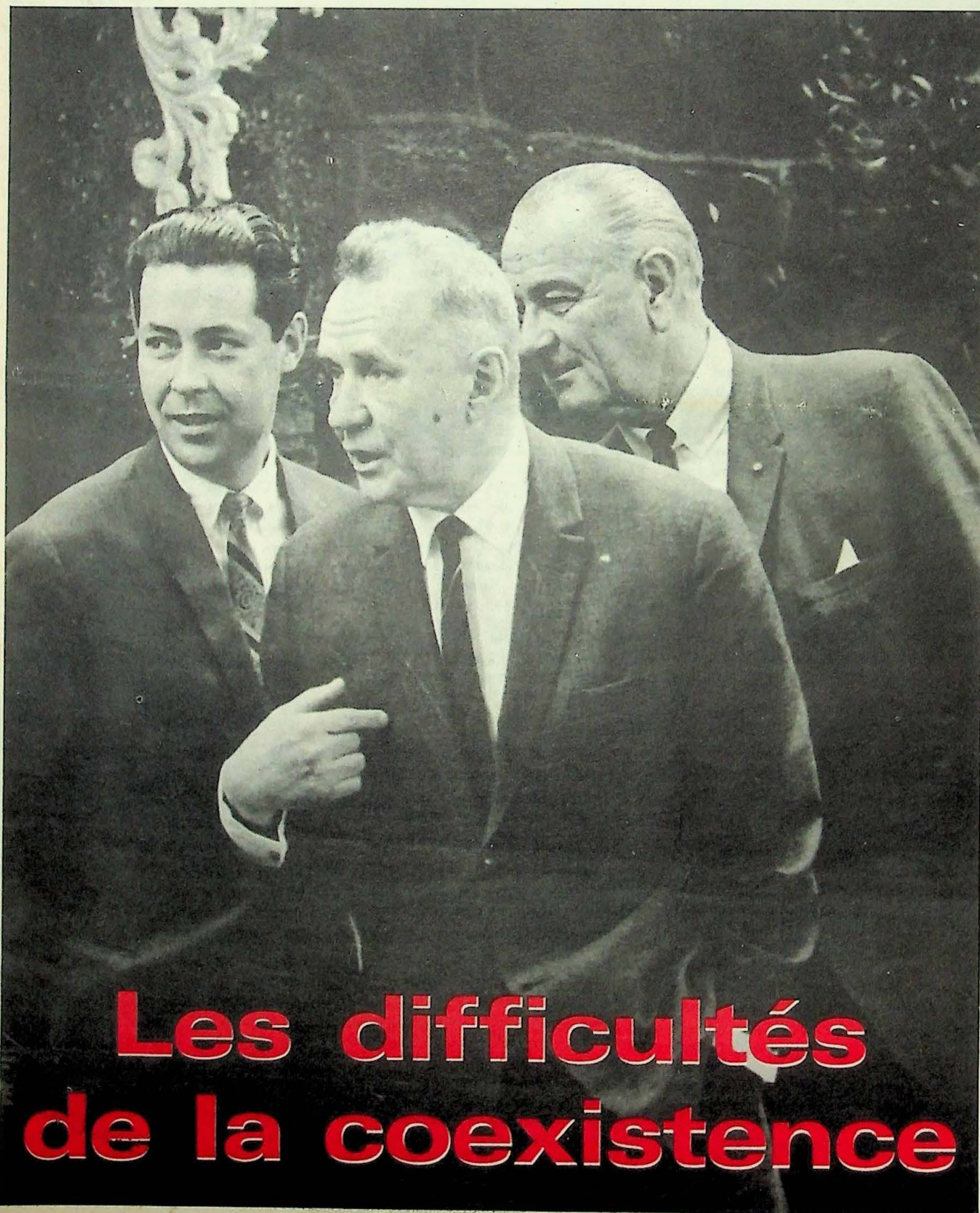


Tribune socialiste

N° 335 / 6 JUILLET 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



**Les difficultés
de la coexistence**



Bannir le spectre du chômage

Jacques Malterre

Recherche et socialisme

Abraham Behar

Le baril de Redon

Roger Prat
Jean-Lucien Aguié

Entretien avec R. Douatte

Bernard Sizaire

Tête-à-tête de Glassboro

Jean-Marie Vincent

La semaine

Le 56^e Congrès de la S.F.I.O. s'est réuni dans des circonstances bien différentes de celles qui, deux ans auparavant, avaient vu l'affrontement sur le projet de grande fédération. Rien de bien dramatique par conséquent, mais aussi peu d'accents nouveaux. Manifestement, la plupart des congressistes étaient contents de se retrouver en famille. Ils n'étaient pas non plus pressés de fusionner avec le Parti radical et la Convention des Institutions républicaines pour faire de la F.G.D.S. un seul parti « démocrate et socialiste ». Avec son habileté coutumière, Guy Mollet n'eut pas de peine à faire la synthèse entre d'innombrables nuances allant de l'hostilité avouée de Guille à la disparition de la S.F.I.O. jusqu'aux positions de Gaston Defferre.

Cette impression d'immobilisme et de déjà vu est encore renforcée par les prises de position du congrès sur les élections cantonales. Des alliances avec le centre et la droite ne sont pas exclues et la discipline de gauche des dernières législatives apparaît bien lointaine. Le poids des notables n'est sans doute pas étranger à cette évolution douteuse. Après cela, les professions de foi révolutionnaires de Guy Mollet et les accusations lancées contre les conventionnels et un certain modernisme néo-capitaliste ne donnent guère une impression de dynamisme politique. La S.F.I.O. a certes raison de défendre la perspective de la société sans classes, encore faudrait-il qu'elle s'incarne dans une orientation politique nette et précise. □

Rencontre P.C.-P.S.U.

Une délégation du Parti Communiste composée de MM. Waldeck Rochet, secrétaire général, et André Viéguet, secrétaire du Comité central, a reçu lundi, au siège du Comité central, une délégation du P.S.U. composée de MM. Michel Rocard, secrétaire national, Marc Heurgon et Jean-Marie Vincent, membres du bureau national. □

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

- La vengeance d'une orpheline russe
- Les veuves de 15 ans
- La chasse au lion à l'arc

Le malaise antillais

Dans ces colonnes nous avons à maintes reprises souligné la crise qui sévissait aux Antilles ou à La Réunion et que le gouvernement gaulliste dissimule sous le voile mystificateur de "départementalisation". Petites îles, situées loin de nous, les micro-colonialismes, d'ailleurs assez particuliers qui tiennent ces territoires en dépendance nous sont assez peu familiers. Et pourtant, comme partout ailleurs, la logique coloniale, quelle que soit sa spécificité, porte ses fruits !

Djibouti, La Réunion, plus récemment les 26 et 27 mai à La Guadeloupe. Dans les numéros 332, 331 de "T.S.", M. Joch et F. Hermantin ont mis en évidence les causes et le déroulement de ces incidents qui se sont soldés par plusieurs dizaines de victimes et par l'emprisonnement à la Santé de 23 militants guadeloupéens.

Jeudi dernier, à l'appel de plusieurs associations martiniquaises, guadeloupéennes et françaises un meeting a tenté d'appeler l'opinion publique à se pencher sur ce nouveau cas d'arbitraire.

Malheureusement, il convient de le reconnaître, l'opinion est lasse, elle ne saisit pas clairement les données de ces derniers cas de colonisation, elle ne perçoit pas les nuances qui séparent la revendication "d'autodétermination" de celle d'indépendance et d'une manière générale elle préfère vibrer aux grandes causes, fussent-elles complexes comme celle du Moyen-Orient.

De la sorte on aboutit à une sensation de malaise qui fait suite au malaise d'une situation qui échappe aux schémas classiques des luttes anti-colonialistes. Au surplus les divisions au sein des mouvements politiques antillais, qui recourent souvent les clivages entre générations, se répercutent sur le plan français. C'est ainsi que pour nous en tenir aux incidents de mai dernier à la Guadeloupe, il aura suffi que le Parti Communiste Guadeloupéen y dénonce l'œuvre de « provocateurs », entendez « chinois », « trotskystes », « gauchistes » pour que le P.C.F. lui emboîte le pas et refuse de s'associer au meeting du 29 juin, entraînant dans son sillage le M.R.A.P. dont la dépendance à l'égard du P.C.F. est bien connue. Or d'après les renseignements dont nous disposons, s'il est certain que quelques-uns des guadeloupéens incarcérés ne dissimulent pas leurs sympathies aux thèses chinoises, la plupart d'entre eux demeurent des « nationalistes » qui déplorent la prudence de leurs camarades communistes. Au surplus, quelle que soit l'orientation de ces militants, ils sont actuellement détenus et notre devoir est de les arracher à leur sort. Le P.C.F. attend-il qu'ils

fassent marche arrière ou que le P.C.G. fasse son « autocritique » pour accepter de se solidariser ? Plus on attend plus on prépare une explosion qui tôt ou tard embrasera les Antilles ?

Remarquons qu'à la Mutualité, Claude Estier, au nom de la F.G.-D.S., prononça un réquisitoire de l'hypocrisie gaulliste, dont on ne saurait trop souligner l'opportunité.

Pour sa part le P.S.U., qui l'a clairement répété lors de son V^e Congrès, entend s'associer à la lutte du peuple antillais. Encore faudrait-il sur ce point coordonner les positions des diverses formations de gauche et s'entendre avec les organisations antillaises pour une plus efficace concertation. Nous souhaitons cette mise au clair et espérons que l'on ne saurait trop tarder à la faire. □

Communistes et C.V.N.

Au dernier Comité Central du P.C.F. Raymond Guyot dans son rapport sur la situation internationale a lancé des attaques assez vives contre le Comité Vietnam National. Il a dénoncé les conceptions "étroites" et "sectaires" de ce « groupe dirigé par Laurent Schwartz ». Loin de nous la volonté de dénier au P.C.F. le droit de donner son avis sur les mouvements de lutte contre l'agression américaine au Vietnam. On peut cependant s'étonner que l'orateur communiste n'ait pas cru bon d'examiner sérieusement les positions réelles du C.V.N., au besoin pour les discuter, et n'ait pas tenu compte de l'ampleur de l'activité du C.V.N. (voir par exemple la dernière manifestation de Chaillot).

Plus que jamais le soutien que nous devons tous apporter au Vietnam en lutte exige que soient dépassées les querelles subalternes. □

Les risques de l'enlèvement

Nous reviendrons prochainement sur le conflit israélo-arabe à l'occasion d'un dossier. Pour l'heure, il nous faut souligner les quelques points qui caractérisent l'évolution de la situation.

Celle-ci, comme on s'en doutait, n'a guère avancé; ce qui confirme que la guerre, loin d'avoir été une solution, a rajouté de nouveaux problèmes aux anciens (comme en témoigne par exemple l'affaire des réfugiés de Cisjordanie qui a conduit le gouvernement israélien à plus de modération que son ministre de la guerre).

Tribune Socialiste
Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'administration

Publicité littéraire :
22, rue de Grenelle
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

Aux Nations unies, outre qu'aucune décision n'est exécutoire, on s'enlise dans une inflation de résolutions qui donnent lieu à toutes sortes de marchandages dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils n'ont pas toujours à voir avec l'objet du débat.

Sur le terrain, Tel-Aviv a définitivement jeté son dévolu sur Jérusalem, ce qui est lourd de conséquences. Du côté arabe, en plus de la tournée soviétique et du réarmement qui l'accompagne, on commence à songer à la guérilla, ce qui, du point de vue d'Israël, constitue bien l'un des plus graves dangers à moyen terme.

On a même l'impression qu'une course de vitesse se joue entre ceux des Arabes, accessibles à la négociation avec Israël (Husseïn notamment) et ceux qui s'orientent vers une reprise de la lutte sous d'autres formes à l'occasion de réformes de leurs régimes intérieurs. A noter également que pendant ce temps l'usage du pétrole joue dans les deux sens, autant pour les économies arabes que pour l'économie britannique par exemple.

C'est dire que l'espèce de situation intermédiaire dans laquelle on s'installe ne cesse de porter ses propres contradictions, comme si petit à petit on remettait en place les éléments d'un renouvellement de l'explosion. Une telle impasse ne saurait être acceptée par ceux qui se sentent solidaires à la fois des peuples arabes et israéliens; mais on ne voit pas ce qu'ils pourraient faire. □

Éditorial

Bannir le spectre du chômage

Jacques Malterre

Il y aura probablement 400 000 chômeurs à la fin de l'année en France. Mais notre pays n'a pas le triste privilège de ce fléau. Il y a aujourd'hui 460 000 chômeurs en Allemagne, 600 000 en Grande-Bretagne; et rien n'indique que la situation doive s'améliorer sensiblement l'année prochaine.

Des centaines de milliers de jeunes se demandent avec inquiétude si l'économie va leur faire une place tandis que des millions de travailleurs ressentent une menace très précise dans certains secteurs, plus sourde mais réelle dans la plupart des autres.

Depuis les conquêtes de 1936 et de 1945, il y avait un accord universel pour faire du plein emploi un des objectifs essentiels de toute politique économique, quel que soit le gouvernement au pouvoir; aujourd'hui, il n'en est plus ainsi et certains de nos dirigeants considèrent même le chômage comme une bonne chose.

Comment en est-on arrivé là? Il est clair que partout en Europe occidentale, les mêmes choix ont conduit aux mêmes politiques et ces politiques aux mêmes conséquences sociales.

Les grands pays capitalistes ont opté pour le retour au libre-échange et à la concurrence. Les dirigeants d'entreprises en ont déduit qu'il fallait donner la priorité à la rentabilité, donc aux concentrations et aux compressions d'effectifs; les gouvernements, de leur côté, s'efforcent de réduire le développement des traitements et des services collectifs; le résultat, c'est qu'il n'y a plus guère de créations de postes de travail et que chaque pays s'efforce de peser plus sur les revenus salariaux que ses voisins.

Devant cette évolution, les organisations de gauche et les syndicats n'ont pas encore réagi avec une réelle efficacité. Personne ne conteste que l'élévation réelle des niveaux de vie et des services collectifs soit liée à un accroissement de la productivité du travail, mais chacun sait bien que dans ce cas il faut aussi une vigoureuse impulsion de la consommation et de l'investissement.

Le gouvernement Debré a choisi, par les ordonnances récentes, d'indemniser un peu mieux les chômeurs plutôt que de supprimer le chô-

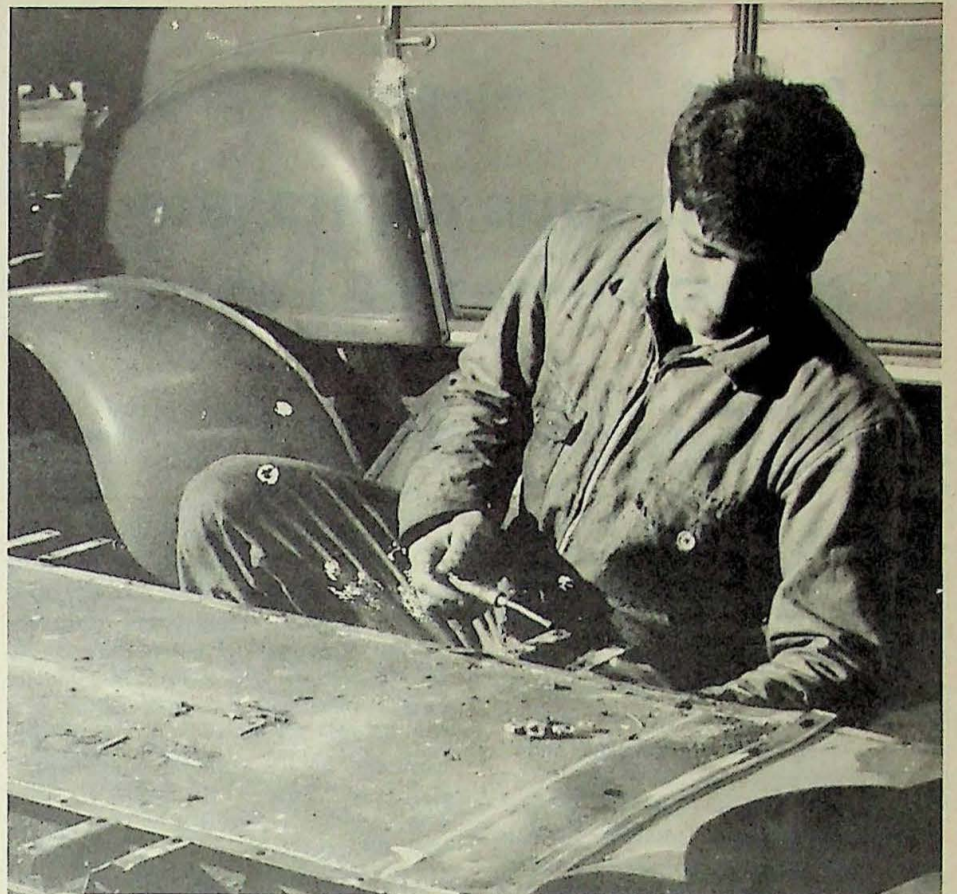
mage; il prévoit de recycler les travailleurs atteints par le progrès technique mais il ne favorise pas la création de nouvelles usines. Il empêche les entreprises nationales d'étendre leurs activités en les privant des ressources financières nécessaires, et il n'ose même pas imposer au patronat privé de poursuivre les objectifs du V^e Plan. Quant à M. Ciscard d'Estaing, les mesures qu'il préconise passent toutes par des faveurs fiscales aux entreprises grandes et petites, aux revenus du capital et à la bourse; en tout état de cause, ces mesures ne pourraient pas avoir d'effets avant 1968.

Les travailleurs salariés sont donc livrés à leurs seules ressources dans un climat qui est hostile à leurs intérêts; ils doivent en prendre conscience et réagir plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici. C'est pour les y aider que le P.S.U. développe ses propositions dans ce domaine.

Si le dernier congrès a choisi parmi les quatre grands thèmes de campagnes nationales celui de l'emploi, c'est d'abord parce qu'il y a un problème réel et crucial; c'est aussi parce que l'organisation des luttes sur ce thème ne peut pas ne pas aboutir à remettre en cause les fondements mêmes du régime économique imposé par les patronats européens.

Le P.S.U. doit donc dénoncer les options libérales qui nous conduisent vers la multiplication des crises sectorielles et la stagnation; ses militants doivent étudier toutes les situations locales, participer à la constitution de comités pour l'emploi; réclamer des garanties contre les licenciements, exiger le contrôle des politiques d'embauche et de durée du travail; se battre pour le relèvement des délais de préavis et de couverture du risque; préconiser la création d'Offices de l'emploi chargés de contrôler strictement les reconversions et de créer des emplois nouveaux.

Mais le P.S.U. doit aussi montrer que sans une politique d'ensemble les succès obtenus par les luttes locales risquent d'être rapidement anéantis. Seule une autre politique économique fondée sur des réformes de structure, sur une croissance rapide des investissements importants, notamment publics, et sur une redistribution du revenu national est capable d'apporter la sécurité de l'emploi et d'éviter de retomber dans



Collombert

l'inflation. C'est l'objet de la stratégie de « contre-plan » que de le faire comprendre au plus grand nombre possible de Français.

Il faut aussi poser en termes clairs le problème des rapports entre l'économie française et le Marché commun.

Si le développement des échanges et des mouvements de capitaux se fait dans une totale liberté, alors il faut s'attendre à des successions de crises et de plans de stabilisation; pour y échapper, il n'y a que deux solutions: ou organiser une planification du développement européen fondée, en matière d'échanges internationaux, sur des contrats à long

terme, notamment avec les pays de l'Est et les pays en voie de développement pour faire pièce à la puissance économique dominante, celle des U.S.A.; ou, si cette entreprise échoue, il faudra un retour bien difficile à l'étroitesse des frontières nationales. Toute la réflexion de la gauche depuis 1930 a montré que les bienfaits de l'ouverture des frontières et de la division internationale du travail ne pouvaient être acquis durablement à la classe des travailleurs que dans le cadre d'une organisation collective de l'économie. Ce sera une contribution importante du P.S.U. que de reposer clairement ce problème à ses partenaires de la gauche. □

Victoire de la gauche à Villeneuve-le-Roi

En 1965, à Villeneuve-le-Roi (Val-de-Marne), la liste P.C.-P.S.U. l'avait emporté d'extrême justesse sur la coalition de droite qui associait l'U.N.R. et le M.R.P... à la S.F.I.O.! Maxime Kalinsky, communiste, devint maire, mais l'étroitesse de la majorité (50,1 % des voix) permit au gouvernement de saisir le premier prétexte pour provoquer de nouvelles élections. Il a donc fallu revoter dimanche dernier.

Le P.C. et le P.S.U. proposèrent que soit constituée une liste de toute la gauche. L'occasion était ainsi fournie à la S.F.I.O. de mettre en harmonie les alliances à gauche qu'elle conclut sur le plan national

et ses accords sur le plan municipal. Les conseillers socialistes de Villeneuve, désavoués il est vrai par une partie de la section S.F.I.O., préférèrent se retrouver une fois de plus sur la liste réactionnaire, aux côtés des gaullistes et des centristes.

Les résultats de dimanche dernier représentent un gros succès pour la liste de gauche (18 P.C., 5 P.S.U. 4 non inscrits) qui est élue avec 60,5 % des voix (4.769 voix contre 3.102 à la liste U.N.R.-M.R.P.-S.F.I.O.).

Les 5 élus du P.S.U. sont Roger Berger (adjoint), Alphonse Daniel, Roger Dubois, Jean Dumais et Roger Sauce. □

Rapport

Dynamique capitaliste et problèmes de l'emploi

Nous publions cette semaine le rapport sur « l'emploi » voté par le V^e Congrès, que, pour des raisons matérielles, nous n'avons pu donner dans notre précédent numéro.

Le P.S.U. affirme que le système capitaliste n'est plus à même, en 1967 d'assurer le développement de l'économie française et le plein-emploi des travailleurs.

Depuis plus de dix ans le mythe de l'« expansion » et de la « croissance » a dominé largement toutes les discussions qui ont eu lieu en France, en Europe, sur les problèmes économiques et sociaux. En substance il consistait à opposer à toutes les revendications socialistes et ouvrières portant sur le système économique ou la répartition des revenus la soi-disant capacité du régime capitaliste à faire face à tous les problèmes par l'expansion économique.

Cette mystification idéologique a été largement facilitée par l'inadaptation des organisations politiques de gauche représentant les travailleurs qui ont, ou bien continué à attendre les crises d'avant la deuxième guerre mondiale, ou bien se sont adaptées empiriquement à la situation sans chercher à la comprendre. L'initiative est restée indéniablement entre les mains des capitalistes qui ont pu perfectionner leur système de subordination des travailleurs grâce aux heures supplémentaires, aux primes et aux prestations d'entreprise. Tout s'est passé comme s'il était admis implicitement que la somme des intérêts particuliers pouvait définir l'« intérêt général » ou plus précisément une orientation économique et sociale profitant au plus grand nombre. Les décisions des entrepreneurs, leur pratique de l'autofinancement et de l'intensification du travail, si elles étaient souvent combattues dans leurs modalités, étaient largement acceptées comme susceptibles de concourir à l'« expansion », ou à l'« accroissement du gâteau ».

A l'échelon global l'« économie concertée » s'est traduite finalement par une étroite collaboration de l'État et des grandes entreprises capitalistes en fonction des intérêts privés. Le mouvement syndical et socialiste affaibli par ses divisions n'avait pu réagir globalement et efficacement à l'offensive patronale ; aujourd'hui les esprits commencent à déchanter et une réaction coordonnée du mouvement syndical a pu se développer avec une vigueur croissante.

La croissance économique très rapide il y a quelques années devient de plus en plus difficile. L'aggravation de la concurrence internationale (qui est le fruit nécessaire de la croissance des économies nationales) ainsi que la renonciation forcée au financement par l'inflation, obligent les capitalistes à s'engager dans une course de plus en plus effrénée à la rentabilité et aux investissements nouveaux. L'accumulation du capital, l'absorption du progrès technique exigent plus que jamais des mesures sans cesse reprises de réorganisation, de concentration et de reconversion des entreprises. L'intervention de l'État va elle aussi dans ce sens et ressemble de moins en moins au dirigisme des années d'après-guerre. Elle est pour l'essentiel une politique d'aide aux grands groupes industriels. Le plein-emploi n'est plus, et de loin, le premier impératif qui s'impose aux capitalistes et à l'État.

Dans ce nouveau contexte (marqué en particulier par les désarmements douaniers au sein du Marché Commun et par la négociation Kennedy) les menaces pesant sur l'emploi ne font que s'aggraver. Même des branches technologiquement avancées, mêmes des régions prospères sont touchées par le chômage, les licenciements, les déclassements et les reconversions et aucun n'est à l'abri de ces menaces. Une dynamique économique dont le moteur est le profit ne peut pas avoir d'autres effets puisque ce sont au premier chef les travailleurs qui doivent payer les frais d'adaptation.

La situation exige donc du mouvement syndical et socialiste des réponses sérieuses et une mobilisation effective contre la stratégie économique du capital. Les luttes d'entreprises, et d'industrie, appuyées sur le concours de la population, doivent être intensifiées. Toutefois, les actions dont l'horizon reste purement local ne peuvent permettre d'affronter les offensives patronales organisées depuis Paris quand ce n'est pas depuis des capitales étrangères.

Il faut, pour réagir efficacement, qu'elles soient éclairées par une politique globale, définie et défendue en commun par les organisations de travailleurs politiques et syndicales, et qui oppose aux choix essentiels du V^e Plan les choix favorables

aux intérêts populaires. Il faut en fait une stratégie qui partant des difficultés concrètes rencontrées par les travailleurs, montre que d'autres solutions peuvent et doivent être appliquées.

Les solutions proposées (allant des réformes de structure anti-capitalistes à la définition d'objectifs économiques) doivent être conformes aux principes suivants :

- les besoins sociaux (santé, enseignement, ressources des vieux travailleurs et des handicapés physiques et des jeunes ménages, logements sociaux) doivent être prioritaires dans la répartition des ressources nationales ;

- les investissements doivent être orientés non en fonction de la rentabilité immédiate (au niveau de l'entreprise) mais en vue d'un développement de la production qui assure le plein-emploi des travailleurs dans toutes les régions et en même temps la compétitivité des industries ;

- l'augmentation de la productivité du travail doit être obtenue par un emploi de toutes les ressources de la technique et non par l'intensification du travail. Son produit doit être mis au service des travailleurs.

Les entreprises nationalisées doivent être gérées par les travailleurs en vue d'assurer le développement des investissements, des activités nouvelles et du plein-emploi.

C'est dire qu'il s'agit de mettre en question le fondement même des méthodes de gestion capitalistes qui sont incapables d'utiliser de façon humaine le progrès technique et qui multiplient les coûts sociaux et aboutissent au mieux à une croissance économique désordonnée ; leur développement ne doit pas être subordonné au maintien des profits du secteur privé.

Enfin la modernisation de l'agriculture pose des problèmes cruciaux dans la plupart des régions au niveau de l'emploi.

Dans le système néo-capitaliste actuel les transformations techniques libèrent un grand nombre de travailleurs et d'exploitants familiaux très mal préparés à exercer une autre activité.

Le P.S.U. considère que l'intégration de l'agriculture dans l'ensemble de l'économie par le développement des installations de transformation et de distribution régies par la coopération est une revendication fondamentale. Seule une réorganisation socialiste des rapports entre l'agriculture et l'industrie dans la cadre régional permettra de résoudre le problème des travailleurs agricoles dans l'intérêt de tous.

Un des domaines d'intervention essentiels à cet égard est celui de la mobilité professionnelle. Le patronat et le gouvernement (voir le V^e Plan) recherchent une mobilité géographique plus grande des salariés en

ignorant sciemment les difficultés et les souffrances que cela entraîne pour les travailleurs ou pour les jeunes qui quittent la terre (logement, difficultés d'intégration à un nouveau lieu social, difficultés culturelles, etc.). Nos classes dirigeantes ont pour objectif de faire pression sur les salaires, même au prix d'un véritable démantèlement des ressources économiques et humaines de régions entières.

Cette politique qui se camoufle derrière des arguments « techniques » doit être combattue au nom du progrès social. La mobilité professionnelle obtenue par les migrations de travailleurs non ou peu qualifiés, auxquels on ne paie que de très bas salaires, signifie la stagnation sociale pour la majorité de la population de zones entières. A cette conception profondément rétrograde, les organisations représentant les travailleurs doivent opposer leur propre conception de la mobilité professionnelle dans le cadre d'un développement régional équilibré.

Il s'agit en premier lieu de lutter pour que les travailleurs bénéficient d'une formation à la vie de travail qui soit digne de ce nom et non une formation professionnelle au rabais, qui les enferme dans une qualification (souvent dépassée) pour toute leur vie. Cette formation devrait en premier lieu développer l'aptitude à apprendre, nécessaire pour s'adapter à la progression des techniques. Cela suppose une réforme complète de l'enseignement avec une priorité accordée à l'enseignement technique et professionnel, comportant en particulier sa nationalisation ainsi que la création de centres régionaux et locaux de recyclage. Les programmes d'enseignement devraient en particulier se préoccuper d'une préparation approfondie à la vie urbaine pour les jeunes et les femmes venant des zones rurales. Les travailleurs devraient ainsi prendre conscience que leur réduction à l'état de force de travail manipulable à merci est intolérable et que les changements d'occupation professionnelle doivent être conçus dans une perspective de promotion sociale.

En même temps, le mouvement syndical et socialiste doit affronter directement les crises régionales ou locales, partout où elles se produisent. Il ne peut laisser faire la politique des petits paquets (50 licenciements ici et là, puis quelque temps après 50 autres) qui vise à atomiser les résistances ou à les endormir. Dès qu'une branche ou une région apparaît menacée le P.S.U. et ses militants doivent exiger, en union avec les organisations représentant les travailleurs, la formation d'Offices publics de reconversion dans lesquels seraient représentés l'État, les syndicats, les Comités d'entreprises et très minoritairement les gestionnaires des industries en difficulté.

Ces organismes auraient une compétence très générale pour étudier et résoudre tous les problèmes de

reconversion suscités par l'évolution des techniques et des besoins.

Ils auraient à donner des directives d'une part à tous les services publics chargés de la formation professionnelle et du recyclage ;

d'autre part à des caisses régionales de développement chargées de faciliter les investissements et les modernisations d'entreprises en étroite liaison avec le secteur socialisé. Ces caisses elles-mêmes seraient alimentées par des fonds disponibles des entreprises concernées par les reconversions, par des dotations de l'Etat et par le reversement d'une partie des impôts sur les salaires, les profits et les propriétés foncières.

Une telle politique au niveau des branches, des régions et des agglomérations doit naturellement se relier à une politique d'ensemble ou plus précisément à une politique d'intervention au niveau global. Le mouvement syndical et socialiste se doit d'exercer une pression constante pour empêcher le Gouvernement de mettre en œuvre sa politique économique de sous-emploi, implicite dans le V^e Plan. Il ne peut accepter une politique de limitation des augmentations de salaires, de restriction des dépenses dans le domaine des services collectifs. Par son opposition agissante il doit arracher des concessions qui limitent les effets d'une orientation gouvernementale favorable aux groupes capitalistes.

Mais pour la période présente un des thèmes de lutte essentiels du mouvement ouvrier doit être la revendication d'un secteur socialisé de l'économie susceptible d'intervenir de façon cohérente, avec sa propre logique et son propre dynamisme. Il faut dire très clairement que le secteur nationalisé qui existe aujourd'hui ne remplit pas ce rôle, formé qu'il est d'entreprises sans liaisons organiques et handicapé qu'il est par des règles de gestion et de commercialisation particulièrement défavorables. Le mouvement syndical et socialiste doit populariser face à cette réalité la conception d'un secteur spécialisé jouissant de la possibilité permanente d'étendre ses activités par de nouvelles nationalisations, par l'intégration des nouveaux établissements créés à l'initiative des Offices publics de reconversion, et par son propre dynamisme économique. Disposant des ressources de la recherche scientifique, régi par un plan, contrôlé démocratiquement par les travailleurs, un secteur socialisé de ce type est seul capable de créer les emplois nécessités par la progression démographique française. Il devrait bénéficier en priorité des sources d'épargne et imposer peu à peu son poids à l'ensemble de l'économie.

Une telle perspective ne peut, bien entendu, prendre corps qu'au cours d'intenses luttes sociales et seulement si les travailleurs dans leur activité revendicative mettent en question de façon incessante le droit discrétionnaire du patronat à licencier ses sa-

lariés. De ce point de vue les revendications de mensualisation des rémunérations, de suppression des zones de salaires, de garantie de l'emploi sont d'une très grande importance, car elles mettent en lumière les résistances patronales et leurs raisons profondes. Elles préparent par là la grande masse des salariés à lutter pour la prise en mains des problèmes de l'emploi et même à concevoir que c'est le système tout entier qui doit être combattu. Elles sont le complément indispensable des revendications ayant trait directement à la lutte contre le chômage et les déclassements. Dans leur dynamique elles vont à l'encontre de la logique économique du profit et mettent à l'ordre du jour la planification de l'économie au service des besoins. Cela implique en première étape la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise.

L'ensemble de ces revendications (formes du salaire, défense de l'emploi) ne peuvent évidemment embrayer sur la réalité que si elles sont portées par une mobilisation et une politisation en profondeur, englobant le maximum de travailleurs. C'est pourquoi, dans les circonstances présentes, la constitution de Comités de défense de l'emploi à l'échelon local, régional ou de la branche est absolument nécessaire. Le premier but à atteindre progressivement est d'impliquer le plus possible d'organisations dans des actions de masse (soutien matériel aux grévistes, grèves de solidarité, etc.) qui reprennent en même temps mots d'ordre et les revendications précisées plus haut. Le deuxième but à atteindre est de convaincre les travailleurs que la lutte contre les démantèlements régionaux et sectoriels est une lutte d'envergure nationale et de caractère anti-capitaliste qui exigera beaucoup d'efforts ; par-delà les particularismes il s'agira d'aboutir à une véritable coordination politique (de type Front socialiste).

En même temps le mouvement syndical et socialiste de notre pays devra se préoccuper de la dimension européenne de la lutte, car la mise en œuvre d'une politique socialiste de l'emploi à l'échelon national doit tenir compte de l'internationalisation croissante des processus économiques. Une forme ou une autre de coordination et de spécialisation de la politique des investissements est indispensable. L'essentiel est d'empêcher qu'elle ne se fasse sous la forme de la « politique européenne de conjoncture » de la commission du Marché commun ouvertement favorable aux grands intérêts capitalistes.

C'est pourquoi notre Parti doit populariser l'idée d'une conférence européenne sur l'emploi des organisations représentant les travailleurs de l'Europe des Six et des pays de l'Europe méditerranéenne où seraient discutées les modalités d'une action commune et les perspectives à opposer à l'Europe capitaliste. □



Jeunes travailleurs

J.O.C. : 50.000

Jacques Ferlus

Un président national de 25 ans, une équipe de dirigeants dont la moyenne d'âge se situe au-dessous de 25 ans, voilà ceux qui viennent de réunir à Paris 50.000 jeunes travailleurs.

Pas de prolétaires satisfaits.

On aura pu voir des jeunes filles en mini-jupes sur lesquelles on pouvait lire : « J'ai 16 ans, j'ai été licenciée deux fois », « Je fais 60 heures par semaine ». Comme le 17 mai, les Jocistes ont occupé les rues de Paris, non sans fierté d'ailleurs. Un participant déclarait : « Au lieu de marcher sur les trottoirs, on aurait dû occuper toute la rue comme dans les manifestations. »

Au cours de la séance d'ouverture, Jacques Durrafourg, président de la J.O.C., déclarait :

« ... Nous voulons être pris au sérieux. Tous ceux qui organisent la société doivent tenir compte de notre vie, car la vie de la jeunesse ouvrière c'est sérieux... »

« ... Nous devons prendre nos responsabilités, car l'avenir dépend de nous puisque nous sommes majoritaires dans la société d'aujourd'hui. Nous arrivons en force à l'école, dans les entreprises, dans les villes et dans toutes les structures de la société. Nous devons prendre nos responsabilités et nous le voulons... »

Le lendemain, six grands meetings, réunissant chacun des milliers de jeunes, abordaient les grandes préoccupations actuelles des jeunes travailleurs : déplacements et migrations, la vie civique et sociale, l'avenir professionnel, la société de consommation. Par des phrases simples, par de nombreux témoignages qui prouvaient combien les jeunes étaient déçus par les uns et bafoués par les autres, on percevait une dénonciation complète du système économique actuel. Mais, par d'autres témoignages, c'était également la démonstration que les jeunes savent s'organiser pour mieux comprendre, pour en sortir ensemble, pour trouver des solutions à leurs problèmes.

Et les jocistes pouvaient proclamer que les jeunes travailleurs n'entendaient pas devenir des « prolétaires satisfaits ».

Appel aux syndicats et à la gauche.

Les solutions qu'inventent les jeunes travailleurs sont des solutions « au jour le jour » qui ne permettent pas de s'attaquer véritablement

aux causes du mal ; cela, ils ne peuvent le faire seuls et ils en ont conscience. Plusieurs fois au cours du rassemblement, on s'est tourné vers le monde adulte, vers les organisations politiques, syndicales et familiales. Les organisations ouvrières sont-elles prêtes à reprendre à leur compte les revendications, les aspirations des jeunes ? Un jociste me disait : « La moitié de tout ce qui se dit ici devrait se dire dans les partis politiques et surtout dans les syndicats. Mais ils ne nous comprennent pas, nous n'y avons pas notre place. »

Le P.S.U., parti jeune et dynamique, doit lui-même se demander, face à cette manifestation, quelle place il accorde aux jeunes.

Car, parmi les objectifs approuvés à la fin du rassemblement, beaucoup rejoignent les propositions du P.S.U. : la création d'emplois nouveaux là où se concentrent les familles ouvrières, allocation chômage pour les jeunes sortant de l'école et sans travail, le respect strict des quarante heures, la suppression pour les jeunes des tâches répétitives à cadence élevée, des installations de loisirs, de culture, de sport, le S.M.I.G. à 600 F par mois, etc.

Les carences du gouvernement.

Face à tous ces besoins exprimés par la J.O.C., M. Missoffe a tenté de justifier la politique du gouvernement. A la fin du rassemblement, devant les dirigeants de la J.O.C. et les représentants des organisations ouvrières, il a, dans un exposé habile mais néanmoins confus, pratiquement reconnu les carences du gouvernement, dont la seule fierté, en matière de jeunesse, est d'avoir créé un ministère la concernant. Un ministère qui, en fait, n'a aucun moyen d'action, aucun pouvoir, excepté celui de faire des enquêtes auxquelles répondent 7 000 jeunes. Dans son référendum, lié à « Paris 67 », la J.O.C. avait 50 000 réponses, avant l'ouverture de la manifestation.

La J.O.C. vient de faire la démonstration de son insertion complète et véritable dans la lutte ouvrière. Elle a formé et continue de former des jeunes dont il dépend des organisations ouvrières, de la gauche, et peut-être plus particulièrement du P.S.U., qu'ils continuent dans la lutte pour la justice et le bonheur de tous les hommes. Il y a dans les rangs de l'Action Catholique, des milliers de jeunes qui sont prêts à s'engager dans la lutte pour le socialisme. □

Notre société

Dans notre numéro 323, Mathieu Longeait publiait une étude sur « le maquis de la recherche scientifique », article qui nous valut des échos nombreux. Depuis lors, nous n'avons cessé d'amorcer, dans ces colonnes, un débat sur les problèmes scientifiques et techniques, soit d'une manière théorique, soit en rapport avec l'actualité, persuadés qu'à l'heure de l'accélération néo-capitaliste, toute politique d'alternative socialiste supposait une approche spécifique de ces problèmes.

On peut d'ailleurs considérer comme curieux le fait que la Gauche, sur ce point, s'en soit toujours tenue à des généralités n'abordant que les conditions matérielles du phénomène scientifique et technique et non, si l'on peut s'exprimer ainsi, sa philosophie.

Le texte que nous publions ci-après sous la signature d'A. Behar, lui-même chercheur, porte les traces de ce qui fut une contribution à la préparation du V^e Congrès; autrement dit, le propos est général et théorique. Il a pour lui cependant de proposer une certaine politique globale de la recherche scientifique; sous réserve d'une insuffisante réflexion sur les possibilités d'une intégration européenne en matière de recherche. Quoi qu'il en soit, le débat se poursuit; nous souhaitons qu'il continue et que s'y essaient des spécialistes en plus des politiques.

Recherche scientifique et alternative socialiste

Abraham Behar

Au-delà des clichés traditionnels (le bon savant distrait et le méchant militaire utilisant ses découvertes, etc.) et des débats en champ clos des spécialistes et autres technocrates, il se trouve qu'actuellement la Recherche est à la croisée des chemins et que des choix politiques sont nécessaires.

Pour pouvoir effectivement choisir entre les différentes options, un certain nombre de données de base sont nécessaires.

La Recherche scientifique : un moyen de production

« La Recherche scientifique est au vingtième siècle devenue un authentique moyen de production. » (XX^e Congrès du P.C.U.S.)

« La Science a été élevée à la dignité de moyen de développement et, en conséquence, elle est entrée désormais dans le domaine de la politique. » (Gaston Palewski, ex-ministre d'Etat chargé des Affaires scientifiques.)

Le développement de la Science a pris, au vingtième siècle, une accélération considérable, et ceci aussi bien dans le domaine des sciences exactes que dans celui des sciences humaines.

Au siècle dernier, une découverte scientifique (les lois de Maxwell sur le caractère ondulatoire de l'électromagnétisme par exemple) restait très longtemps dans le domaine théorique, sans aucune application pratique.

Actuellement, il existe un lien direct entre la Recherche fondamentale (c'est-à-dire la découverte des processus fondamentaux de la nature), la Recherche appliquée (leurs conséquences dans le domaine pratique) et la Recherche de dévelop-

pement (modification des techniques de fabrication).

Ceci est aussi vrai pour les sciences abstraites comme les mathématiques, où les dernières découvertes sont souvent utilisées comme base des programmes pour ordinateur, ces programmes ayant une valeur marchande considérable pour les industriels de l'électronique (I.B.M. par exemple).

Dans les domaines des sciences humaines, les travaux de sociologie et de psychologie sont directement utilisés par le secteur tertiaire (public-relations) et l'on sait que les chercheurs américains, sociologues et psychologues, sont à l'origine de la « guerre psycho-sociale » menée par les impérialistes U.S. au Vietnam.

C'est cette transformation profonde de la Recherche, ce lien direct avec l'industrie, qui explique :

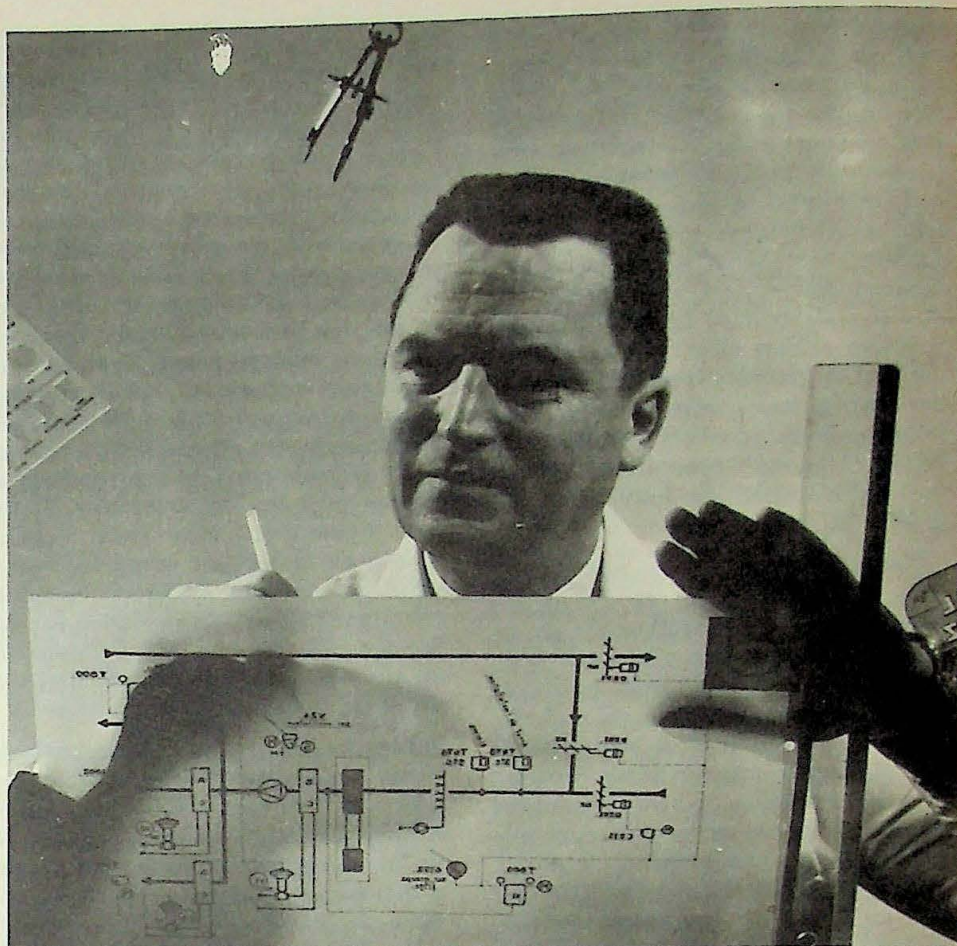
— la crise actuelle de l'Université; les structures, héritées de Napoléon, sont profondément inadaptées à ces nouveaux aspects.

De plus, les méthodes et le contenu de l'enseignement sont tragiquement déphasés en regard des nouvelles missions de l'Enseignement supérieur.

En effet, de plus en plus, les facultés des Sciences envoient leurs docteurs dans l'industrie... sans formation professionnelle (les facultés de Lettres et de Droit et Sciences économiques suivant avec retard le même mouvement).

Les laboratoires se transforment en unités de production qui étouffent dans les locaux et les habitudes désuètes des facultés.

— l'intérêt considérable que porte le gaullisme à la Recherche avec



Il ne suffit pas de trouver, il faut aussi appliquer.

Collombert

quatre grands axes définis dès 1964 :

a) Augmenter le potentiel scientifique du pays en hommes et en équipement;

b) Encourager l'expansion rapide de la recherche industrielle en incitant les entreprises à investir, l'Etat partageant les risques avec ces sociétés privées;

c) Développer certaines recherches prioritaires : atome et espace;

d) Faire apparaître la science comme un objet de la politique étrangère.

— l'intérêt grandissant du capital pour la Recherche.

L'exemple du « Plan Calcul » est éloquent à cet égard.

— Il s'agit, dans le domaine de l'informatique et de l'automatisme, de la plus grande aventure de notre époque. L'enjeu est de taille : 650 millions sont prévus pour le réussir... Mais qui prendra les risques ?

— R. Galley répond : « En aucun cas, le plan-calcul ne doit tomber entre les mains de l'Etat, mais bien au contraire rester l'apanage de l'initiative privée. »

— Et M. Ponte : « L'Etat doit assumer les risques de la Recherche et assurer les débouchés; les industriels réalisant les profits sur la production du matériel. »

Les conséquences de cette transformation de la Recherche en force productive concernent non seulement les travailleurs scientifiques, qui rentrent ainsi dans le processus normal de la lutte des classes (contrôle des moyens de production)

mais en fait tous les travailleurs, et ceci à plusieurs niveaux :

— Dans leur emploi : les transformations technologiques sont une des causes des licenciements et du chômage des cadres spécialisés (exemple : C.S.F. de Montrouge, Neyrpic, Dassault, etc.);

— Dans leur avenir : il est actuellement certain pour tous les techniciens qu'au moins une fois dans leur vie il leur faudra changer complètement de métier. C'est pourquoi l'éducation permanente (ou le « recyclage » ou la « mise à jour des connaissances ») est à l'ordre du jour;

— Dans leur formation : ce qui est nécessaire à l'économie, ce sont des travailleurs spécialisés capables de s'adapter aux conditions nouvelles technologiques. Une formation dogmatique est catastrophique, d'où la revendication actuelle d'une formation de type chercheur : « Il faut développer chez les futurs cadres l'aptitude à apprendre plus que les connaissances. » (Cottave - F.O.)

Un choix fondamental : dépendance scientifique ou indépendance ?

A l'heure actuelle, pour les pays capitalistes comme la France, le choix proposé dans les limites d'une société dominée par le profit reste :

— ou bien la Recherche strictement subordonnée aux travaux fondamentaux faits aux Etats-Unis (devenant ainsi une technique productive coupée de ses conditions théoriques d'existence);

— ou bien une Recherche fondamentale se développe en France.

La première option, à l'état pur, existe aujourd'hui dans un pays : le Japon. Or, en se consacrant uniquement à la Recherche appliquée et de développement, en dépendance étroite avec les Etats-Unis, ce pays connaît une expansion économique considérable. Bien plus, il tend à devenir hégémonique sur le marché mondial.

— Ce n'est donc pas pour des raisons d'efficacité qu'il faut rejeter ce choix (car en fait rien ne vient annoncer le dépérissement scientifique du Japon!) mais bien pour des raisons politiques.

La seconde option est défendue avec passion à la fois par P. Mendès France (dans une optique européenne) :

« L'Europe, berceau de la révolution scientifique moderne... va rester à la traîne, ce qui signifierait à long terme son déclin culturel, les chercheurs préférant s'expatrier là où de meilleures possibilités de travail leur seraient offertes, et surtout une dépendance technologique à l'égard des pays pionniers, dépendance qui n'aurait pas moins d'inconvénients qu'une aliénation politique. » (P. M. F., *Courrier de la République* n° 43 - 1966.)

et par les gaullistes :

« Si le « dollar gap » était le problème économique majeur des années d'après guerre, le « science gap » en a pris de nos jours la relève et fausse dangereusement la compétition économique. Le gouvernement français se sent donc tenu d'agir pour éviter une trop grande dépendance à l'égard de la science et de la technologie étrangère et compétition internationale. » (O.C. D.E.)

— Ce choix a, dans une économie capitaliste, des conséquences qu'on ne peut esquiver : lourde charge budgétaire, rôle des capitaux privés, et surtout tris nécessaires des domaines dits prioritaires de la Recherche (on ne peut pas, dans ces limites, financer tout en même temps... sauf si on dispose d'un budget illimité comme aux U.S.A.!).

Recherche libre ou Recherche planifiée

Que ce soit en situation de dépendance ou d'indépendance dans le cadre de notre société néo-capitaliste, il n'est pas possible de laisser le secteur de la Recherche totalement libre (c'est-à-dire que les directions de recherche sont plus ou moins favorisées selon un choix politique préalable).

— L'avantage de la recherche libre reste bien sûr la liberté de découvrir, quel que soit le domaine envisagé.

— L'inconvénient reste l'inefficacité d'ensemble de cette méthode.

Tous les pays (y compris les pays socialistes) ont opté pour la planification, mais une soupape de sûreté est gardée par un secteur libre (en France, le C.N.R.S. et l'Université rentrent dans ce secteur en grande partie). Par ailleurs, tout le domaine

culturel est classé dans le secteur libre (histoire, littérature, art, archéologie, etc.); le choix est donc aussi d'ordre politique.

— La planification en France est assurée par le 5^e Plan.

Les choix budgétaires sont à connaître et à débattre :

32,2 % des crédits Recherche vont à l'armée;

28,2 % à la Recherche nucléaire, et 15,5 % pour l'enveloppe Recherche (crédits civils).

Les dépenses totales pour la Recherche en 1963 s'établissaient de la façon suivante :

Financement public ..	4.073 M.F.
Financement par les entreprises	2.072 M.F.
Financement par institutions sans but lucratif	18 M.F.
Financement de source étrangère	83 M.F.

Soit 6.246 M.F. ou 1,60 % du produit national brut. (Etats-Unis : 3,1 %; Royaume-Uni : 2,2 %; Pays-Bas : 1,8 %; Allemagne : 1,32 %.)

De ces chiffres, on peut conclure : — que la France se situe dans une moyenne assez honorable quant au chiffre global dans le peloton des pays développés;

— que la part privée (avec profit) est considérable;

— que les choix gaullistes pèsent lourdement sur la Recherche française (prédominance absolue des recherches militaires et atomiques).

Cependant, une autre répartition budgétaire ne résoudrait pas pour autant le problème politique de fond :

Faut-il planifier ? Avec qui ? Pour qui ?

Qui décide de la politique de la Science ?

Pour les gaullistes, le choix est clair : c'est le gouvernement, et plus spécialement le Premier ministre (qui coordonne les différents secteurs par le Comité interministériel de la Recherche scientifique) avec cependant une nuance :

« Les décisions relatives aux programmes particuliers de Recherche fondamentale doivent être prises sur recommandation d'experts scientifiques et que, par contre, les décisions relatives à la Recherche et au développement impliquant une action immédiate doivent être prises par les autorités gouvernementales compétentes dans le domaine politique en cause. » (2^e conférence ministérielle sur la Science - 12-13/1/66.)

Pour P. Mendès France, c'est aux représentants élus de la nation qu'il revient de prendre les décisions :

« Le Parlement devrait jouer un rôle plus grand lorsqu'il s'agit de discuter l'ensemble des problèmes... La politique de la Science n'est pas seulement l'affaire de l'administration et du gouvernement, pas plus que la politique en général dont elle n'est qu'un aspect parmi les plus im-

portants. C'est l'affaire du pays tout entier. »

Pour les syndicalistes chercheurs, la planification doit être démocratique, c'est-à-dire résulter d'un dialogue entre le pouvoir, les scientifiques et les économistes, dans un organe élu démocratiquement. En particulier, l'extension des pouvoirs du Comité national de la Recherche scientifique (organe élu) doit être une première étape.

Dans tous les cas, un système de contestation doit pouvoir exister pour empêcher l'étouffement de larges secteurs de recherche non productifs dans l'immédiat.

Recherche sur programme ou Recherche empirique ?

Il s'agit de savoir si l'on fait confiance a priori à des chercheurs (pour financer leurs travaux) ou si on leur donne les moyens nécessaires sur leurs intentions de recherche (c'est-à-dire sur programme).

Ce débat est en partie dépassé pour des raisons dynamiques, le développement impétueux de la Science ne s'accommode plus des travaux solitaires et anarchiques d'un individu génial.

Et puis, le chèque en blanc donné ainsi à quelques chercheurs recouvre des faits scandaleux, tels laboratoires de chaires touchant de lourds subsides sans avoir jamais effectué le moindre travail sérieux!

La Recherche programmée est donc un impératif technique, mais le choix politique pour cette méthode implique aussi le jugement suivant : la nécessité du contrôle de la production scientifique pour la société sur des bases objectives.

Reste alors la dernière question : qui contrôle cette production ? L'Etat et les entreprises (critère de rentabilité liée au profit) ou les producteurs ? (Comité national de la Recherche scientifique).

Voici donc, en résumé, les différentes contradictions actuelles que le néo-capitalisme a dû résoudre (plutôt mal d'ailleurs) en faisant les choix suivants :

- politique d'indépendance nationale;
- choix prioritaire pour la Recherche militaire et atomique;
- rôle primordial donné aux capitaux privés;
- planification autoritaire et secteur limité pour la recherche anarchique.

Esquisse d'une politique socialiste de la Recherche

La Recherche étant une force de production, primordiale dans une société développée, elle rentre normalement dans la lutte de classes.

Ceci veut dire que l'objectif pour les socialistes reste le contrôle de ce moyen de production par les producteurs. (Tous les producteurs.)

Les champs d'action de cette lutte sont doubles :

- dans le cadre général de la lutte anti-capitaliste, et plus précisément anti-gaulliste, il est essentiel de changer les choix actuels

opérés en matière de Recherche; dans ce domaine, la lutte parlementaire a une place, l'action des partis politiques une autre.

Les choix doivent être débattus par le P.S.U. tout entier et de façon globale (Recherche indépendante pour des raisons anti-hégémoniques des U.S.A., la lutte anti-impérialiste passant par le refus de la division sociale et technique du travail à l'échelon planétaire, mais la liaison avec les autres travaux européens ou uniquement français ? Augmentation du budget civil au détriment du budget militaire. Planification démocratique mais avec le Parlement ? les travailleurs scientifiques ? l'ensemble du Front socialiste ?).

— dans le cadre spécifique du milieu scientifique, une action contestataire profonde est possible selon la stratégie de l'alternative socialiste, en raison de l'importance particulière de l'Université et du C.N.R.S. car, si leur part budgétaire est faible, leur rôle de formation et leur prédominance sur la Recherche fondamentale est capitale (plus de 95 % des chercheurs sont formés par ces deux secteurs).

Les objectifs pourraient être :

- le contrôle des pôles de décision à l'échelon de base : c'est-à-dire la gestion collégiale des laboratoires par les enseignants-chercheurs, les chercheurs à temps plein et les étudiants de 3^e cycle;
- le contrôle démocratique de la conjoncture scientifique.

C'est le C.N.R.S. (Comité national) qui détient ce rôle. Mais sa compétence est rognée de jour en jour par le gouvernement.

Le contre-projet du S.N.C.S. étendant les compétences du Comité national, y compris aux organismes différents du C.N.R.S. et des laboratoires universitaires concernés, est un des moyens d'établir ce contrôle par un organisme élu.

— le contrôle de la Recherche appliquée et des débouchés par les travailleurs scientifiques (c'est-à-dire la suppression de l'A.N.V.-A.R., organisme gouvernemental qui supprime au C.N.R.S. tout droit de regard sur l'utilisation des brevets).

Ces objectifs ne peuvent être dissociés de la lutte universitaire pour une véritable formation professionnelle et un changement du Statut de l'Étudiant, car ils sont étroitement liés (une formation différente des étudiants les préparant à prendre toute leur place dans les laboratoires).

Les moyens de cette lutte restent la constitution d'un Front unique des chercheurs, enseignants-chercheurs et étudiants, syndical et politique, qui agirait en liaison avec l'ensemble du mouvement ouvrier sur les mêmes bases et pour le même but : la destruction du capital.

Car la lutte pour le contrôle de la plus-value relative de la Science concerne tous les travailleurs, et ceci dans des domaines immédiatement perceptibles : devenir professionnel, sécurité de l'emploi. □

Le baril de Redon

L'agonie de l'Ouest

Roger Prat

Redon, 26 juin, ça cogne! Nous avons demandé à notre spécialiste J.-L. Aguié de nous expliquer le pourquoi et le comment de cette flambée. De même, Roger Prat, député P.S.U. de la 4^e circonscription du Finistère, diagnostique les maux de sa région.

Les propos de l'un et de l'autre se recoupent parfois, le plus souvent ils se complètent; c'est pourquoi nous n'avons pas hésité à juxtaposer ces deux commentaires. Attentif au reproche éventuel de « malthusianisme », R. Prat fournit une réponse : il s'agit de combiner la mutation de nos régions et l'ouverture européenne. Vaste problème qui confère toute sa dimension à notre politique d'alternative socialiste. Nous aurons l'occasion d'y revenir!

La manifestation des éleveurs de l'Ouest à Redon a prouvé par son ampleur et sa violence l'inquiétude et la colère des producteurs de notre région. La cause immédiate de cette protestation est la récente décision prise à Genève d'autoriser certains pays comme l'Argentine d'exporter des viandes congelées entre le 15 avril et le 15 septembre.

Les conditions de travail auxquelles sont soumis les travailleurs des vastes haciendas argentines, les salaires de misère que ceux-ci perçoivent permettent aux capitalistes agraires de livrer, dans les ports européens, les quartiers arrière à 3 F le kg tout en réalisant de substantiels bénéfices.

Comment nos producteurs de viande bovine pourraient-ils affronter une telle concurrence alors que leur prix de revient est inférieur à cette somme ?

Première victoire

Nos agriculteurs se sont élevés unanimement contre une telle mesure qui conduirait à bref délai à l'asphyxie et à l'abandon de nos exploitations. La pression qu'ils ont exercée, tant dans le pays qu'à Bruxelles, a contraint notre ministre de l'Agriculture d'abord, les représentants de la Communauté européenne ensuite, à renoncer à la mesure qu'ils avaient adoptée. C'est une première victoire mais la situation de nos exploitations demeure précaire.

C'est cependant pour répondre à l'appel du gouvernement que nos éleveurs avaient intensifié leur production dont la qualité s'améliore sans cesse grâce aux méthodes de sélection. Dans ce domaine, les pouvoirs publics ne fournissent d'ailleurs pas tout l'effort nécessaire.

Le déficit en viande bovine pour l'Europe des Six atteint 700 000 tonnes par an, disait-on à nos paysans, et ceux-ci ont développé cet élevage qui représente plus de 21 % de la production nationale. On comprend donc la violence qui a animé certains d'entre eux à Redon, convaincus d'avoir été abandonnés et trahis.

La crise des petits

La situation est-elle meilleure pour le porc et la volaille ? Nullement.

La production porcine des pays de l'Ouest représente 33 % de l'ensemble de celle de la France et 43 % de celle du Marché commun. Or, les décisions de Bruxelles fixent le déclenchement du mécanisme d'intervention du marché lorsque les prix tomberont à 2,30 F, 2,20 F et même 2,10 F le kg vif. Cette stipulation conduit à la fermeture pure et simple de nos élevages puisque le cours moyen des porcs est actuellement de 4,10 F.

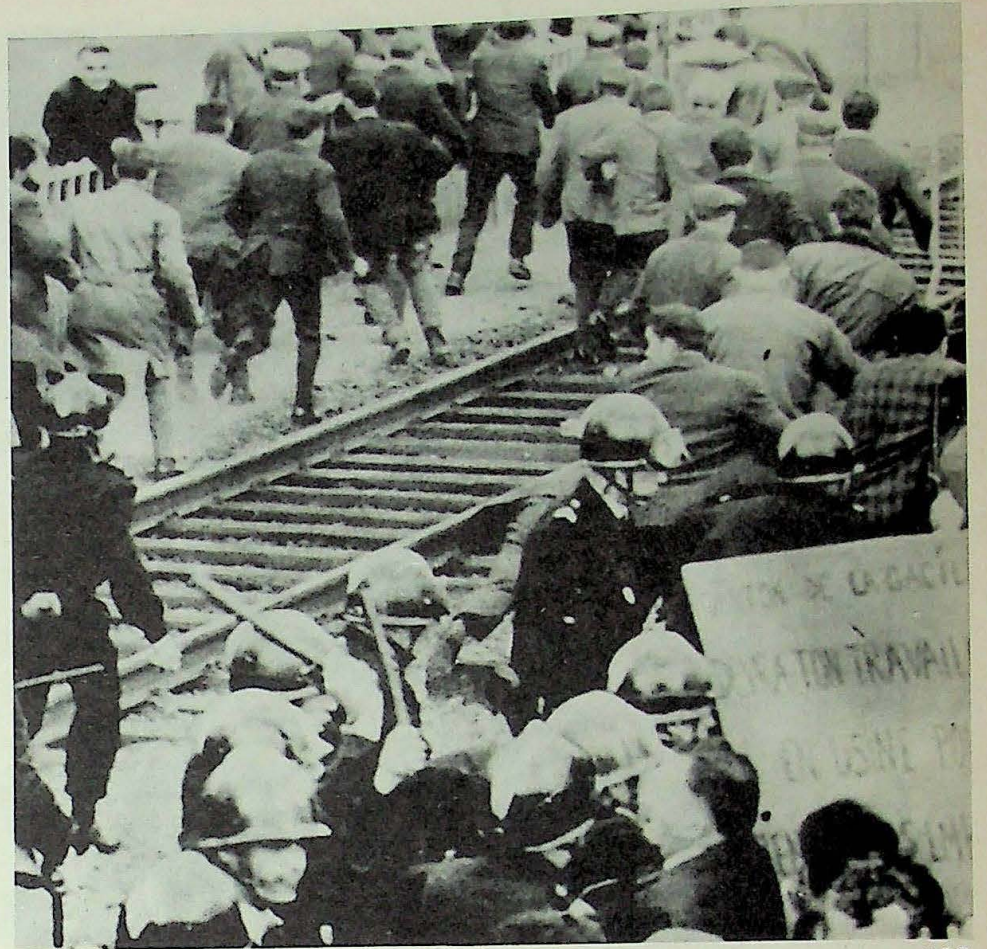
La crise dans l'aviculture n'est pas moins grave et elle a été illustrée par la fermeture d'abattoirs et de nombreux ateliers d'élevage. Les légitimes manifestations, comme celle de Morlaix dont nous condamnons d'ailleurs les excès. Mais nous ne sommes pas surpris lorsque nous entendons à l'Assemblée les critiques acerbes que des membres de la majorité adressent au gouvernement.

L'aviculture des pays de l'Ouest représente 40 % de la production française en ce qui concerne le poulet et 25 % pour les œufs. Or, les prix pratiqués actuellement, soit 2 F à 2,40 F le kg, sont au-dessous du prix de revient. Voilà, illustrée par quelques chiffres, la véritable situation de l'élevage dans notre région.

Pourquoi le P.S.U. ?

L'on nous objectera peut-être qu'il est pour le moins étonnant de voir le P.S.U. défendre une production artisanale aux méthodes souvent désuètes et qui ne saurait être concurrentielle sur le marché européen. L'on nous accusera aussi de vouloir pratiquer une politique protectionniste à l'image de celle pratiquée par Méline et dont les conséquences ont été désastreuses pour notre agriculture qui n'a su ni se moderniser ni adapter ses structures.

Ces critiques n'ont qu'une apparence de vérité car depuis quelques années notre agriculture est en pleine mutation. Les plus évolués de



A.F.P.

Sur la ligne Paris-Quimper...

nos jeunes cultivateurs ont conscience qu'il faut transformer leurs exploitations, les doter d'un outillage perfectionné, qu'ils doivent profiter des progrès réalisés dans le domaine de la génétique. Ils veulent aller de l'avant à la condition qu'on leur fournisse les moyens financiers et notamment les prêts à long terme et à faible intérêt qui les libéreraient d'un endettement écrasant. 1 500 000 personnes vivent de l'agriculture dans nos pays de l'Ouest. Va-t-on les condamner au chômage et à la misère ?

Notre région est déjà fortement handicapée par son éloignement des

grands centres de consommation. Mais elle souffre encore davantage de son sous-développement industriel. La population agricole représente 40 % de la population totale de la Bretagne. Cette main-d'œuvre est excédentaire et ce serait pure démagogie que de promettre le maintien de tous ces bras à la terre. Mais quels débouchés offre-t-on à ceux qui devront quitter les exploitations ? Rien ou peu de chose.

Industrialiser l'Ouest, voilà le vrai but à atteindre. Seule une planification socialiste permettra le développement harmonieux de notre région sous-développée. □

La révolte des éleveurs

Jean-Lucien Aguié

Redon ! 12 000 agriculteurs venus des neuf départements de l'Ouest à raison de quelques délégués de chaque syndicat local. Ce sont donc 12 000 manifestants mandatés qui avaient derrière eux, ce 26 juin, la masse des exploitants bretons.

Ils s'étaient retrouvés à Redon, répondant à l'appel lancé par la Fédération régionale des Syndicats d'Exploitants agricoles de l'Ouest. Huit orateurs étaient prévus, dont M. Ariaux, président de la Fédération régionale, qui déclara : « Jamais nous n'accepterons d'être les victimes d'un marchandage, comme nous l'avons été à Genève... »

Divers présidents de fédérations départementales lui succédèrent, ainsi que les représentants des Jeunes Agriculteurs, tel Tarreau, président du Centre régional des J.A. de l'Ouest.

Enfin, Jean-Claude Sabin, secrétaire général adjoint de la F.N.S.E.A., lançait le dernier appel. Sabin avait été appelé par les Bretons : « C'est toi que nous voulons ! » Il faut le souligner, parce qu'il représente les agriculteurs de Midi-Pyrénées, autre région considérée par le pouvoir comme marginale et de ce fait abandonnée à son triste sort. « A force d'entendre dire que le Marché commun doit être libéral.

lança Sabin, très applaudi, nous finissons par nous persuader qu'il ne peut en être autrement. Si nous étions convaincus du contraire, nous pourrions encore changer beaucoup de choses... »

A l'issue de la réunion, les manifestants se partagèrent en deux groupes, l'un décidé à bloquer les trains sur la ligne Paris-Quimper, l'autre accompagnant les délégués chargés de remettre une motion à la sous-préfecture. Là, les choses se gâtèrent.

L'endettement

Les raisons de cette levée ? Ceux qui, aujourd'hui, manifestent de la surprise sont gravement responsables car le malaise qui règne dans l'élevage français existe depuis longtemps et va en s'aggravant. Le pouvoir gaulliste n'a rien fait pour améliorer ce secteur de l'agriculture dans lequel se retrouve la grande masse des petits producteurs. Nous avons mis l'accent sur ce malaise, il y a quelques semaines, en interrogeant un éleveur du Sud-Ouest (voir T.S. n° 330).

Nous sommes allés demander à Sabin, l'invité de cette manifestation, de nous donner des précisions.

« En Bretagne, nous a-t-il dit, la situation est grave. Presque désespérée. Les derniers accords de Genève qui voulaient l'ignorer ont mis le feu aux poudres. Cette région se caractérise par la petite taille de ses exploitations. Spéculation principale : élevage, surtout porc et volaille. Un peu moins de bovins. Les pouvoirs publics ont orienté les éleveurs de cette région vers la production intensive. Maintenant, 80 % des fermes s'y trouvent engagées. Mais, hélas ! pas de plan de production national, nulle action sur les marchés, l'abandon total des producteurs qui vendent de plus en plus mal leurs produits. Le poulet écoulé souvent au-dessous du prix de revient ! Cela ne paraît pas possible ! Les producteurs étant liés par contrat avec les firmes d'aliments, ils s'endettent. Cet endettement devient chronique et l'agriculteur est en fait l'esclave d'un capitalisme exigeant et aveugle pour qui seul compte le profit. En production porcine, la plupart des élevages sont également intégrés, bien que le secteur coopératif aille en se développant. Si la situation était meilleure qu'en aviculture, elle s'est fortement détériorée depuis quelques mois. Le porc vendu à 3,40 F le kilo vif en belle coupe en juin 66 est tombé à 2,95 en juin 67 et menace de baisser encore dans les mois qui viennent. Le veau a chuté de 2 F par kilo par rapport à l'hiver et de 1 F par rapport au prix le plus bas de l'an dernier. Est-il normal que, lorsque tout augmente, les produits de l'agriculture bais-
sent ?

« Il faut souligner — note Sabin — le caractère violent de cette journée, l'exaspération des agriculteurs. Il fallait entendre dans leurs conversations combien ils sont déterminés et décidés à se battre. « Nous sommes trop malheureux, disent-ils, et si la situation ne s'améliore pas, d'autres manifestations auront lieu. »

« L'exaspération des Bretons provient du fait que les organismes d'intervention agissent pour des produits tels que céréales, betteraves, lait, mais qu'ils n'interviennent pas pour les produits de l'Ouest, lesquels ont un prix de revient plus élevé que ceux des régions céréalières ou de certains pays du Marché commun. »

Le libéralisme

Le Marché commun étant libéral, les organismes d'intervention refusent d'intervenir au nom de ce libéralisme. Il est refusé également toute planification de la production afin de veiller à ce que ne soit mis en élevage que ce que le Marché commun peut absorber (marché intérieur communautaire, possibilités d'exportation, aide alimentaire aux pays sous-développés).

Il y a en Bretagne un malaise chronique dû à la densité de la population, au nombre élevé de jeunes sans emploi, obligés de partir sans formation. Ne serait-il pas plus simple d'absorber sur place cette main-d'œuvre si l'on sait que l'installation d'un jeune à Paris coûte 4 millions d'A.F. pour la seule infrastructure (logements, hôpitaux, etc.) ?

Ce malaise se trouve accentué par la décision du G.A.T.T. : importation de viandes d'Argentine, pays où le peuple est exploité, les salaires mal payés et où, de ce fait, les prix de revient se situent à la moitié des nôtres. Importation également du Danemark qui, pour l'alimentation, bénéficie de l'achat de céréales au prix mondial (prix de braderie comme chacun sait).

Ces manifestations auront des répercussions.

Le caractère combatif d'une région, qu'on se plaît à considérer traditionnellement comme politiquement peu avancée, est un témoignage de la détermination à l'action du monde rural. L'opposition à la politique économique du régime s'est traduite au cours de la manifestation vis-à-vis des élus de la majorité présents à Redon.

Ce caractère combatif ne se limite pas aux Bretons. Les Fédérations d'Exploitants du Massif Central, pour les mêmes raisons, manifestent leur inquiétude. En Charente, les éleveurs manifestent à l'appel du MODEF. C'est un réveil brutal pour nombre de dirigeants.

Les négociations de Genève ne posent pas de problème, avait-on cou-

tume de penser. Les céréales avaient été bien défendues, on en concluait que toute l'agriculture était gagnante. C'était oublier les petits agriculteurs vivant de l'élevage.

D'autre part, à Genève, il y a eu option en faveur de l'industrie au détriment de l'agriculture et plus particulièrement de l'agriculture des régions pauvres.

Le gouvernement ne propose jamais en faveur des plus déshérités. Mais l'ampleur des manifestations l'oblige à s'alarmer. Le ministre de l'Agriculture désavoue le négociateur de Genève Jean Rey.

A l'intérieur même de la profession agricole, il semble qu'il y ait prise de conscience des problèmes des régions marginales. De toute manière, les organisations des régions dites riches sont entraînées, obligées de suivre.

Les conséquences se font déjà sentir. Une délégation des agriculteurs bretons est reçue à Bruxelles, portant les revendications paysannes à l'échelon de la communauté.

La position des Six est revue en ce qui concerne les importations de viande, amenant des réactions internationales (Danemark, Argentine).

Il faudra bien se résoudre à examiner le problème de la production et de l'écoulement des produits agricoles en fonction de l'homme et non en fonction du profit de quelques-uns. Il faudra bien que cette confrontation soit portée à l'échelle internationale car il ne saurait être longtemps permis au capitalisme mondial, lequel n'a pas de frontières, d'exploiter la misère des pays sous-développés et de l'utiliser pour abaisser le niveau de vie des agriculteurs européens. □

Femmes

Des chefs de famille

Geneviève Rocard

Il devient urgent que toutes les familles dites « normales » se sentent concernées par l'état d'infériorité dans lequel se trouvent les types de famille dont le père est absent. C'est pourquoi vient d'être créée la « Fédération des Femmes chefs de Famille ». Ce mouvement est rattaché à un mouvement spécifiquement familial : la Confédération Syndicale des Familles.

Notre camarade Paule Grall présidente de cette Fédération présente ainsi les intentions du mouvement : « Nous voulons que soit reconnue et justifiée la place de la femme chef de famille dans la société moderne. Si des sociologues, des psychologues ont insisté toutes ces dernières années sur la place de la femme dans la vie sociale, en tant que travailleuse et mère, sur sa "mutation intellectuelle" même, sur la notion de couple et sur les répercussions que tout cela peut avoir sur la notion du couple et sur les répercussions que tout cela peut avoir sur la vie du foyer, jamais, personne ne s'est penché sérieusement sur cette

catégorie de femme qui doit faire face aux multiples obligations qui lui incombent. »

Au point de vue de l'activité professionnelle, le mouvement demande que soit envisagée une priorité d'embauche pour les femmes chefs de famille.

Au point de vue social ce n'est pas le ridicule « salaire unique » qui peut être considéré comme une aide efficace (encore que toutes les femmes seules n'y aient pas droit). Le mouvement demande l'institution d'un appui social à la mère fondé sur des critères de ressources ainsi qu'une allocation spéciale s'ajoutant aux allocations familiales du type « Allocation d'orphelin » déjà demandée. Le mouvement réclame aussi des logements sociaux.

Au point de vue juridique le mouvement propose d'importantes modifications au code de la Famille ; notamment en ce qui concerne la séparation et le divorce.

Tel est brièvement résumé le programme que s'est assigné la Fédération des Femmes chefs de Famille. □

En bref

● Dans le cadre du groupe de travail n° 1 : « Essai de définition d'une politique socialiste de coopération », une séance de travail-débat aura lieu à la permanence du CEDETIM, le vendredi 7 juillet 1967, à 20 h 30, à partir d'un exposé sur : les aspects quantitatifs de l'aide de la France aux pays sous-développés.

● L'ADELS, du 11 au 16 septembre, organise un stage « sur l'information et la participation à la vie communale », à l'Institut d'Éducation Populaire de Marly-le-Roi (Yvelines). Pour tous renseigne-

ments, écrire au 94, rue N.-D.-des-Champs, Paris-6°. DAN. 93-49.

● On a retrouvé dans la salle du Congrès : une paire de lunettes dans un étui de cuir noir ; un parapluie homme ; un porte-documents noir.

Les réclamer au secrétariat P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15°.

● Précisons que le chapitre publié la semaine dernière sous le titre *Contribution aux travaux de la Commission des problèmes féminins* inséré dans le texte sur « Les campagnes d'action » n'a pas été voté par le Congrès et correspond en fait à une ébauche individuelle de ce texte.

Musique

Roland Douatte contre les privilégiés

A Paris, les salles de concert regroupées dans les quartiers chics enregistrent une baisse régulière de leur fréquentation. Seules les grandes vedettes font le plein d'un public disposé à admirer indistinctement leurs prouesses. Mais depuis quelque temps la musique s'efforce de sortir du ghetto où l'ont enfermée les mélomanes traditionnels.

Roland Douatte, à la tête du Collegium Musicum de Paris, a entrepris cette année une tournée de concerts dans la banlieue parisienne en compagnie de Jacques Brel et de Georges Brassens. Il a bien voulu répondre à nos questions.

— Pouvez-vous, dès maintenant, tirer les conclusions de cette première année d'expérience ?

— Actuellement, mon impression est très favorable, mais il faudrait poursuivre longuement cette entreprise avant d'en tirer des conclusions sérieuses. Je ne peux donc vous livrer que quelques constatations éparses. D'abord, la formule a plu. Les artistes de variétés qui occupaient la seconde partie du spectacle ont souvent bénéficié du climat créé par la première partie de musique classique et ont apprécié la plus haute qualité d'attention de leur auditoire. Pour nous, le contact avec le public fut généralement bon, souvent chaleureux. Les rares réticences venaient d'un public à dominante petit-bourgeois. Beaucoup de spectateurs interrogés assistaient pour la première fois et à un concert et à un récital Brel ou Brassens. Il est sûr que cet effort de rapprochement culturel a été compris. D'ailleurs, Béart et Montand sont intéressés et veulent reprendre une expérience que nous souhaitons élargir à la province.

— Pensez-vous avoir sensibilisé un public neuf ?

— Il ne semble pas que nous ayons largement touché la classe ouvrière, même dans les banlieues populaires. Un concert organisé par le comité d'entreprise Renault a réuni des cadres petits et moyens, mais très peu d'ouvriers. La grande musique, ce n'est pas pour nous ! dit-on. Il se peut que le scepticisme des ouvriers à l'égard de la culture et particulièrement de la musique soit de même nature que celui qu'ils manifestent vis-à-vis de la religion. Il y a une espèce d'identification entre le régime capitaliste, la culture et la

religion. Un syndicaliste de Renault me racontait qu'au cours d'une tentative pour constituer une chorale, il s'était attiré la réponse suivante : « La grande musique, c'est la messe : on n'en veut pas. »

Il apparaît donc que malgré un accueil chaleureux, nous avons seulement posé les bases fragiles d'une œuvre de très longue haleine.

— Avez-vous été compris et aidé par les pouvoirs publics ?

— C'est le Théâtre de la Région Parisienne, subventionné par le conseil général de la Seine, qui a pris l'initiative de ces tournées. Le prochain éclatement du conseil général nous posera un délicat problème financier.

Nous avons eu à déplorer l'attitude de certaines municipalités qui s'opposent à une politique culturelle de qualité. Indépendamment des problèmes politiques, car la démagogie et le mauvais goût sévissent à droite et à gauche, il est indéniable que les difficultés n'ont surgi qu'auprès des municipalités manquant de culture et d'information, tandis que les bons résultats n'ont été obtenus qu'avec les élus bien informés et cultivés.

— N'y a-t-il pas un risque de démagogie dans cette tentative d'imposer la musique classique par le truchement de la variété ?

— Il ne peut y avoir aucun malentendu à ce sujet. Dans certains cas, nous continuerons dans les mêmes conditions que cette année, tandis qu'une quinzaine de municipalités qui nous ont accueillis en 1967 nous proposent d'organiser l'an prochain une soirée exclusivement musicale. J'ignore si nous aurons un public aussi dense qu'avec Brassens, mais cette réaction positive nous rend optimistes.

— Comment avez-vous présenté les œuvres ?

— Nous n'avons pas voulu nous adresser à ce public neuf avec une fausse condescendance. Nous nous sommes présentés à lui comme nous l'aurions fait à Pleyel ou à Gaveau. Nous avons seulement voulu créer une ambiance scénique particulière, nettement différenciée de la vie quotidienne.

D'un autre côté, on nous a reproché l'absence de présentation didactique des œuvres. C'est le défaut, ty-



DOUATTE : Faire sortir la musique d'un impossible ghetto.

piquement français, de ceux qui désirent toujours une explication littéraire et intelligente. Je pense que l'auditeur doit recevoir une impression ; une explication sérieuse ne peut être que technique et ne concerne donc que les professionnels.

— Ce nouveau public a-t-il influencé le choix de votre répertoire ?

— Le public que nous commençons à prospecter n'est pas encore routinier. Par exemple, nous avons obtenu plus de succès avec telle sérénade de Mozart qu'avec la *Petite Musique de Nuit* et nous avons pu imposer des œuvres difficiles de Debussy, Ravel ou Roussel. Pour ce public moins conformiste et moins ronronnant, tout est découverte, il devient donc possible de lui faire entendre des œuvres neuves ou peu jouées. Il serait hasardeux de préjuger de ses réactions devant Schoenberg ou Boulez, mais sa liberté d'écoute et d'esprit offre des possibilités intéressantes pour la musique nouvelle.

— Vous êtes aussi éditeur de disques. Quels problèmes connaissez-vous actuellement ?

— Il y a incontestablement une crise du disque classique à laquelle s'ajoute une désaffection à l'égard de la musique baroque dont les éditeurs firent leurs délices ces dernières années. Par contre, on constate une recrudescence de la demande de musique contemporaine chez les jeunes.

Cette évolution nous pose des problèmes : car d'une part la gravure

d'un disque contemporain exigeant plus de répétitions qu'un disque classique coûte plus cher ; d'autre part, ce jeune public, qui nous sollicite, possède des moyens financiers réduits. Il reste que cette évolution et les possibilités d'élargir l'auditoire musical permettront de faire connaître et d'améliorer le répertoire moderne, si on nous en laisse les moyens. □

(Propos recueillis par Bernard Sizaïre.)

Discographie

Comme éditeur et chef d'orchestre, Roland Douatte a réalisé pour la marque Critère d'excellents enregistrements avec le Collegium Musicum de Paris et quelques-uns des meilleurs solistes de l'école française d'instruments à vent qui fait autorité dans le monde. Voici les principaux :

Telemann. — Suite « Le Tintamarre », « Wasser Musica ». Contemporain prolifique de Bach qu'il dépassa en célébrité, il bénéficie d'une interprétation dynamique et bien sonnante. (2×30).

Haydn. — Concertos pour flûte et hautbois. Un grand musicien trop méconnu auquel Rampal et Pierlot rendent toute justice. (2×30).

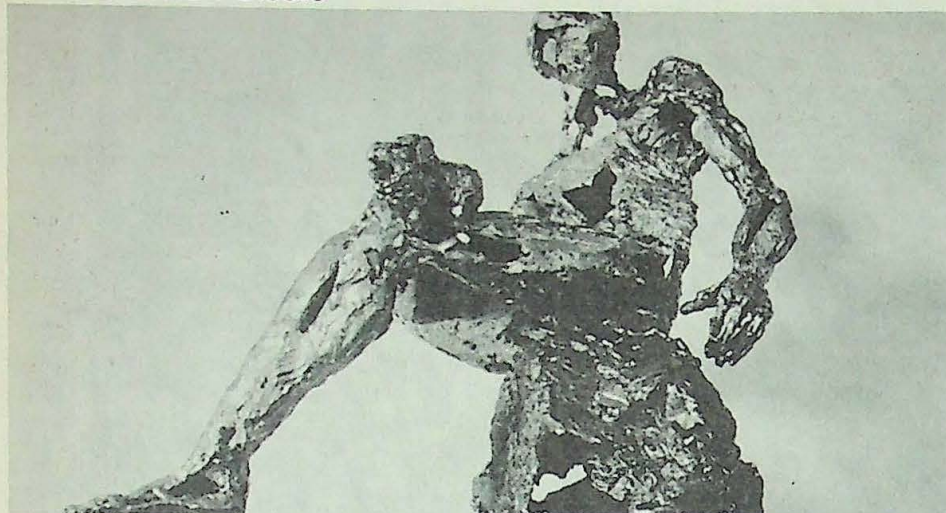
Händel. — Concerti Grossi opus 3. Vigueur et alacrité d'une interprétation rehaussée par d'exceptionnels solistes qui communiquent à ces concertis une bonne saveur populaire et goguenarde. (2×30).

Cimarosa. — Le Maître de Chapelle. Pour connaître celui que Stendhal considérait comme l'égal de Mozart. Quelques airs dans la bonne tradition italienne et l'ouverture du « Mariage secret » qui annonce Rossini. (1×30).

Exposition

La sculpture et l'homme

Harris Puisais



Une très importante exposition vient de se terminer et elle a obtenu un très grand succès auprès d'un public où le critique averti se rencontrait avec le visiteur intéressé. Elle présentait les étains de Michel Poix. Un nom à retenir car il est celui d'un des jeunes sculpteurs les plus intéressants de notre époque.

La grande beauté des attitudes montre que Poix s'intéresse avant

toute chose à l'être humain, à ses réactions face à la misère, la pauvreté ou l'amitié. C'est ce qui explique que plusieurs œuvres sont inspirées par des chansons de Jacques Brel. La poésie qui émane de ces sculptures est celle qui dans notre société industrielle rejoint les éternels humanistes et se chante à travers Brassens et Brel. Désormais elle se voit. Retenez ce nom Michel Poix. □

Cinéma

Quatre garçons dans la vague

Jean Helms

Une plaisanterie, un clin d'œil, un bruit cadencé sur la table avec le plat de la main, un rythme de rock s'ébranle. C'est « Mamaïa » de José Varela. Il y a une fille, une Roumaine qui rêve (elle remet à plus tard le jour de ses nocces) et quatre lascars, les « Jets » qui l'épient en rigolant à une autre table de café. Les garçons se lèvent, chatouillent la demoiselle, dansent, rient aux éclats : voici Nana (Adriana Bogdan) entraînée dans une fête endiablée, qui ne cessera qu'avec le retour à la rivière où médite son mari délaissé mais philosophe.

Quelques poses pourtant dans ce tourbillon quand la jeune fille disparaît pour tourner autour du plus chevelu et romantique d'entre eux (Jean-Pierre Kalfon) : le taciturne chauffeur de l'immense voiture qui les mène de la plage éclaboussée d'écume aux endroits les plus inattendus. Chez le coiffeur par exemple où tout le monde se fait une mise en plis. La décision pousse le groupe au hasard. On trouve un rythme, on s'emmerde, on s'amuse de nouveau sur un rythme à n'en plus finir. Oui bien sûr, on pense

à Lester, mais la musique est bien mieux intégrée au film.

Et puis le temps s'arrête, amoureux sur le sable, aux pieds de ce couple un instant noué et dénoué : l'affreux Stéphane mélange des absurdités aux caresses tandis que la fille imitant les frayeurs d'une girelle, lui donne une charmante réplique ou le frisson de ses bras. C'est doux, les mots sont pleins de fraîcheur (c'est rare !) et les mouvements parfaitement orchestrés. Car Varela possède d'une façon magistrale l'art de placer ses personnages et de les animer. Jamais un geste de trop qui n'ait sa valeur plastique, si ce n'est quelques séquences un peu longues à la fin, un peu « roumaines » (l'œuvre a été entièrement tournée là-bas !).

En fait ce film où l'on chante en anglais, où l'on flirte en français, aurait pu être tourné n'importe où. L'admirable séquence des borborygmes de Stéphane, ivre à crouler devant son micro, faute de pouvoir exprimer et satisfaire sa passion, restitue plutôt de climat des boîtes de Soho, que celui des rives de Mamaïa. Qu'importe, la jeunesse n'a pas de frontières. □



La guerre a du bon.

Théâtre

Les inégalités de Sean O'Casey

Claude Glayman

Dans la « Coupe d'Argent » l'éternel thème de la cruauté de la guerre est repris par un homme qui oscille entre la dénonciation et l'illustration de la vie. Pour ce qui est de la dénonciation, elle nous atteint par des moyens simples, d'un art quotidien, quasi sans histoires. La chair à canon fut l'une des grandes obsessions des hommes qui vécurent la première guerre mondiale ; après 1945 l'on découvrit le génocide et depuis l'on a inventé l'apocalypse nucléaire. Il serait intéressant de montrer comment le théâtre et le roman se sont adaptés aux différentes techniques de la guerre : à la fois par la thématique et par le mode d'expression. Pour ne se référer qu'à un seul exemple il est bien certain qu'entre Barbusse, Salacrou et Peter Weiss, on dénoterait plusieurs sensations de guerre vécues selon des modes radicalement distincts. O'Casey rappelle fortement Barbusse, Remarque ou bien Radiguet, voire Hemingway, etc. L'on respire les tranchées, les officiers inflexibles, la sexualité larvée des hôpitaux militaires avec leurs belles infirmières et un vieux relent de démythification chrétienne, le crucifix étant l'alibi des « seigneurs de la guerre ». Chez Peter Weiss, la destruction des corps, une sorte d'immanence de la foi, l'horreur devant la monstruosité prennent une dimension métaphysique absente d'un

O'Casey tout pétri de réalisme immédiat.

C'est d'ailleurs ce réalisme, qui conduisit il y a cinquante ans beaucoup d'hommes à une espèce d'humanisme généreux dont O'Casey lui-même, et qui constitue comme le revers de la médaille (théâtralement parlant). Car là on n'esquive pas toujours la tranche de vie, voire le mélodrame, l'œuvre perd de sa vigueur. La dénonciation forte fait place à la sérénité de la paix retrouvée ; on redécouvre le train-train aliénant, triste, le jour sans avenir.

La réalisation de Guy Rétoré est pleine de percussion, aidée par l'ingénieux dispositif scénique de M. Raffaëli qui découpe un espace scénique tout à fait différent de celui auquel nous avait habitué A. Acquart. L'on n'oubliera pas les scènes émouvantes du front : le mécanisme, les maquillages hideux des soldats, la statuaire chrétienne et les éléments de fer forgé donnent à ces séquences une allure d'agonie humaine d'une très obsédante efficacité.

Guy Rétoré nous rappelle que le T.E.P. et la Guilde sont à placer en tête de nos troupes ! □

* « La Coupe d'Argent » de Sean O'Casey, mise en scène de Guy Rétoré. T.E.P. 17, rue Malte-Brun. Tél. : 636-79-09.

U.S.A. - U.R.S.S.

Le tête-à-tête de Glassboro

Jean-Marie Vincent

Le président des Etats-Unis, Johnson, et le président du conseil des ministres de l'U.R.S.S., Kossyguine, se sont rencontrés à Glassboro pour essayer d'aplanir un certain nombre des difficultés propres à la situation internationale d'aujourd'hui. Selon tous les renseignements disponibles les résultats de cette conférence au sommet sont toutefois assez minces.

Il est possible que les deux hommes d'Etat se soient entendus sur le problème de la non-dissémination des armes nucléaires, qu'ils aient prévu les modalités d'une limitation de la course aux armements (renonciation à la fabrication d'armes anti-missiles). Mais dans les circonstances actuelles il ne semble pas certain que tout cela ait des effets rapides sur le plan pratique.

En réalité les deux interlocuteurs ont dû surtout échanger des points de vue et des inquiétudes quant aux différents points chauds de la situation internationale. Kossyguine a dû faire valoir que la modération soviétique à propos du Vietnam avait des limites et qu'il serait de l'intérêt bien compris du gouvernement des Etats-Unis de ne pas outrepasser ces limites. Johnson de son côté a certainement dit sa préoccupation devant les développements des mouvements de guérillas en Amérique latine et a dû demander à son interlocuteur qu'il intervienne auprès de Fidel Castro pour modérer l'ardeur des révolutionnaires latino-américains. Sur le Moyen-Orient les deux partenaires ont certainement répété que leur action resterait dans des limites prudentes, même s'il y a compétition et lutte d'influence.

La conférence de Glassboro est par conséquent très loin d'avoir représenté ce marchandage planétaire, ce nouveau partage du monde que dénoncent les dirigeants chinois. Elle n'a presque rien réglé et démontré de nouveau les difficultés de la coexistence pacifique fondée sur ce que certains appellent « l'équilibre de la terreur ». Pour qu'un équilibre stable s'installe sous l'égide des deux grandes puissances, il faudrait en effet que deux conditions soient réunies. Il faudrait premièrement que les forces armées — nucléaires et conventionnelles — des deux partenaires soient à peu près égales et deuxièmement que les deux grands se mettent d'accord sur les règles du jeu. Or aucune de ces conditions n'est remplie. L'avantage des Etats-Unis sur le plan militaire est évident et ils n'ont que trop tendance à en faire usage. De surcroît ils voudraient obtenir de leur partenaire soviétique qu'il s'oppose comme eux à toute modification du statu quo économique et social à l'échelle mondiale et se prête à des opérations de police contre-révolutionnaires.

Il est clair que malgré leur modération les dirigeants soviétiques ne peuvent accepter de telles règles du jeu. Intervenir contre les mouvements serait en effet un suicide pour l'Union Soviétique puisque cela accentuerait encore le déséquilibre politico-militaire à son désavantage. En outre il n'échappe pas aux observateurs attentifs que l'U.R.S.S. ne contrôle plus aujourd'hui le mouvement communiste international comme à l'époque de Staline. Elle reste certes la première puissance communiste, mais elle doit au-



A.F.P.

jourd'hui tenir compte d'avis très divers, souvent contradictoires, qui recouvrent des intérêts divergents. Dans un tête-à-tête avec les Etats-Unis l'U.R.S.S. n'est pas totalement libre de ses mouvements.

Cela explique les difficultés et la complexité de la diplomatie soviétique depuis la chute de Khrouchtchev. Tout en recherchant le contact avec les dirigeants américains, elle doit en même temps maintenir ou trouver le contact avec le « Tiers-Monde », voire avec la France pour diminuer le poids et l'impact de la puissance des Etats-Unis. Après Glassboro Kossyguine est d'ailleurs aller rendre visite au général de Gaulle, vraisemblablement pour coordonner les efforts de la France et de l'Union Soviétique dans l'affaire du Moyen-Orient. Il a vu également Fidel Castro, mais l'absence de communiqué final montre qu'il n'a pas convaincu son interlocuteur du bien-fondé d'une politique de concessions aux U.S.A. sur l'Amérique latine.

Que conclure de cette impasse ? En premier lieu que rien ne serait plus faux de s'en remettre aux grandes puissances pour résoudre les problèmes de la paix et de la guerre. En se-

cond lieu qu'une coexistence durable dans le monde d'aujourd'hui ne peut être assurée que par un affaiblissement décisif de l'impérialisme, surtout de l'impérialisme américain. Cela donne tout son sens aux efforts encore dispersés de ceux qui cherchent à définir pour le socialisme international de maintenant une ligne qui ne se laisse inféoder ni à Moscou, ni à Pékin, qui ne se lie à aucune diplomatie, mais prenne en charge toutes les aspirations des peuples à construire un monde différent et meilleur. Le combat héroïque du peuple vietnamien pour son indépendance et son droit à l'autodétermination sociale va dans cette direction. C'est pourquoi la solidarité avec lui est toujours un impératif absolu.

BULLETIN D'ADHESION

Nom

Prénom

Adresse

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e).